ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense Nationale, le 8 novembre 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la procédure disciplinaire militaire", a donné le 15 décembre 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e november 1971 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de militaire tuchtrechtspleging", heeft de 15e december 1971 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

La discipline à l'armée est réglée en ordre principal par les dispositions suivantes :

1° règlement de discipline du 15 mars 1815 promulgué par décret du Prince Souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas;

2° le règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916;

3° l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire.

Si le règlement de 1815 est incontestablement une loi, il n'en est pas de même du règlement de 1916. La Cour de Cassation, en décidant par son arrêt du 22 janvier 1924 (Pas., I, 147) que le règlement "invoqué par l'auditeur général" n'était "pas applicable à l'espèce", a implicitement constaté l'illégalité d'une disposition du règlement de 1916 qui abroge une peine prévue par le règlement de 1815.

Dans son avis L. 6869 du 17 novembre 1959 sur le projet devenu l'arrêté royal du 30 décembre 1959, le Conseil d'Etat a considéré que l'arrêté royal du 30 mai 1916 "constituait en quelque sorte une coordination de la loi de 1815 et de dispositions réglementaires d'ordres les plus divers" et que le projet ne mettait pas fin à la confusion existant actuellement entre des dispositions législatives et des dispositions réglementaires. C'est notamment en se fondant sur cette considération que le Conseil d'Etat a suggéré le réexamen de tout le problème du régime disciplinaire à l'armée pour arriver à une meilleure coordination des textes, en faisant cependant observer que le règlement de 1815 étant une loi, l'intervention du législateur serait nécessaire.

.../...

Le Conseil d'Etat réaffirme l'impérieuse nécessité de pareille intervention dont les auteurs du projet sont d'ailleurs conscients, comme en témoigne le rapport au Roi.

En attendant la réforme législative envisagée, on peut admettre les dispositions du projet dans la mesure seulement où elles ne portent pas atteinte à des dispositions constitutionnelles ou législatives, c'est-à-dire dans la mesure où elles peuvent se fonder sur les articles 67 et 68 de la Constitution, notamment en vue d'imposer un respect scrupuleux des droits de la défense. C'est pourquoi, pour éviter des difficultés dans l'immédiat et par souci de sécurité juridique, le Conseil d'Etat proposera ci-après des textes qui s'abstiendront de viser ou de reproduire des dispositions dont la validité peut être contestée.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Pour les raisons indiquées dans l'observation générale, il est proposé de rédiger la section première en ces termes :

"Section première : Catégories de peines disciplinaires.

"Article 1er.

Pour l'application du présent arrêté, les peines disciplinaires sont réparties en deux catégories :

- les peines majeures ...
- les peines mineures ...".

... (la suite comme au projet)...".

La substitution du mot "peine", qui figure dans le règlement de 1815, au mot "punition" vaut pour les différentes dispositions du projet où se rencontre ce dernier mot.

.../...

Article 2.

Le § 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Le supérieur qui constate une transgression de la discipline dresse un rapport à charge de son auteur et l'adresse à la première autorité investie du droit de punir".

Au § 2 Le mot "normalement" doit être omis et remplacé par les termes "au moins" après le mot "exemplaires".

Article 3.

Au § 1er, il convient d'écrire :

"A partir de la réception ... le militaire dispose de six heures utiles au moins pour ...".

Le § 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Il peut adresser au chef statuant en premier ressort une justification écrite, sans que l'exercice de cette faculté puisse retarder la comparution ou le prononcé de la décision".

Article 4.

Il est proposé de rédiger en ces termes le premier alinéa du § 1er :

"§ 1er. La procédure disciplinaire en premier ressort est orale".

.../...

Article 5.

A l'alinéa 1er, le mot "jugé" doit être omis, tant dans la première que dans la seconde phrase.

A l'alinéa 2, il faut lire : "... des témoins; ...".

Article 6.

Cet article, de même que l'article 9, fait état de la notion de "sous-officier d'élite". Cette notion n'est pas juridiquement définie.

En conséquence, il est proposé de rédiger l'article 6 comme suit :

"Article 6.-

Sans préjudice de l'article 4, la comparution du militaire en cause devant le chef investi du droit de punir a lieu en présence d'un officier ou d'un sous-officier, titulaire du grade de premier sergent au moins.

Cet officier ou ce sous-officier doit :

- être titulaire d'un grade supérieur à celui du militaire intéressé;
- appartenir à la même unité;
- ne pas être l'auteur du rapport à charge".

Article 7.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

L'autorité investie du droit de punir ne peut infliger que les peinesprévues par le règlement de discipline".

.../...

Article 9.

Au § 1er, alinéa 2, le terme "revêtus" doit être remplacé par le terme "titulaires". La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

Pour la raison énoncée à propos de l'article 6, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 9, § 2, comme suit :

"Si le militaire en cause est titulaire d'un grade égal ou inférieur à celui de premier sergent ou d'un grade équivalent, ou s'il est un caporal ou un soldat, le président est un capitaine-commandant et le secrétaire ...".

Pour la même raison, il est proposé de rédiger le § 3 comme suit :

"Si le militaire en cause est un officier ou un sous-officier titulaire d'un grade supérieur à celui de premier sergent ou d'un grade équivalent, le président est ...".

Au § 4, les mots "constitue le" doivent être remplacés par les termes : "procède à la constitution d'un ...".

Article 12.

Le règlement de discipline du 15 mars 1815 confie le droit de punir aux seuls commandants d'unité et aux chefs de corps (article 43). Il ne prévoit pas que les autorités supérieures puissent modifier la peine infligée par ceux-ci.

.../...

Le droit de modifier ou d'annuler la punition a été introduit par l'arrêté royal du 30 mai 1916 (articles 36 à 42, littera d) dont la légalité est douteuse.

Il y a donc lieu, dans un souci de sécurité juridique, d'omettre l'article 12.

Article 13.

Il est proposé de rédiger le § 1er comme suit :

"§ 1er. Le militaire puni peut interjeter un premier appel devant l'autorité militaire supérieure à celle qui a infligé la peine".

Comme l'appel ne doit pas être motivé, les mots "s'il estime que celle-ci est ... infligée" sont inutiles et doivent être omis.

Quant au § 2, alinéa 1er, la rédaction suivante est proposée :

"Le militaire peut introduire un second appel auprès de l'autorité supérieure à celle qui a statué sur le premier appel. Sur ce second appel, il est statué en dernier ressort".

Article 14.

Cette disposition reprend la teneur de l'article 26 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959.

.../...

Dans l'esprit de cet arrêté, il se conçoit que le militaire qui désire introduire une réclamation doive, au préalable, demander à être entendu par le chef qui a infligé la peine, eu égard à la disposition figurant à l'article 26, § 3, qui autorise le chef qui a infligé la "punition" à la retirer ou à en réduire la gravité.

L'arrêté en projet ne laissant plus cette faculté au chef qui a infligé la peine, l'obligation pour le militaire de demander à être entendu n'a plus d'objet et ne peut qu'énerver le droit d'appel que l'arrêté en projet accorde au militaire puni.

Il s'impose donc de supprimer les §§ 1er et 2 de l'article 14. Ceux-ci devraient être remplacés par une disposition fixant les délais du premier et du second appel.

Article 15.

Il est proposé de rédiger le § 1er comme suit :

"§ 1er. En cas d'appel, il est constitué un conseil de discipline d'appel au sein de la Grande unité à laquelle le militaire appartient".

Au § 2, alinéa 3, il y a lieu de lire : "... et à la délibération; ...".

Par ailleurs, il y a lieu de préciser la notion de "Grande unité".

L'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit :

"Le secrétaire rédige un rapport motivé".

.../...

A la suite des explications fournies par l'officier délégué et pour mieux traduire les intentions du Gouvernement, il convient de remplacer le dernier alinéa du § 4 par les deux alinéas suivants :

"Le conseiller est, suivant le cas, un magistrat de l'auditorat général ou des auditorats militaires".

"Un suppléant pour chacun ...".

Article 17.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 du § 2 :

"Si, pendant ce délai, le militaire ne commet pas de nouvelle transgression, la peine ne sera pas exécutée. Dans le cas contraire, le sursis est révoqué de plein droit et la peine qui a fait l'objet du sursis est cumulée avec la nouvelle peine. Le sursis est aussi révoqué ...".

Article 18.

Cet article ne traduit pas l'intention du Gouvernement, telle qu'elle est exprimée dans le rapport au Roi. Cette intention serait mieux rendue par le texte suivant :

"Article 18.-

Toute peine définitivement prononcée est inscrite au feuillet de punitions et prend effet immédiatement, sauf si l'autorité qui l'inflige estime devoir en différer l'exécution, en raison d'exigences de service ou de circonstances personnelles au militaire puni".

.../...

Article 19.

L'alinéa 2 devrait être complété comme suit : "Dans ce cas elle doit lui être notifiée".

Article 20.

Le § 3 devrait être rédigé comme suit :

"Pour assurer sa défense devant un conseil de discipline ou un conseil de discipline d'appel, le militaire puni peut se faire assister d'un avocat".

La dernière phrase du § 4 doit être omise.

Article 21.

L'expression "arrêts provisoires" ayant eu dans le passé une signification répressive, il serait préférable d'y substituer, dans l'intitulé de la section 6, l'expression "mise sous contrôle" qui correspond mieux aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles sont exprimées dans le rapport au Roi.

Pour la même raison, le Conseil d'Etat propose de supprimer, dans le texte, les mots "dans une chambre d'arrêt". Il faudrait donc lire, à l'alinéa 1er : " ... il peut être mis sous contrôle dans son unité, si cette mesure est requise pour les besoins de l'enquête ou du maintien de l'ordre" et, à l'alinéa 2 : " .. La mise sous contrôle ne peut excéder vingt-quatre heures".

.../...

Articles 25 à 27.

Ces articles contiennent des discriminations. C'est ainsi que le temps d'épreuve est réduit pour les membres du personnel navigant de la force aérienne (articles 25 à 27). Par ailleurs, aux articles 26 et 27, le temps d'épreuve est également réduit pour les caporaux et soldats, alors qu'à l'article 25, il est réduit pour le personnel navigant de la force aérienne, mais non pour les caporaux et soldats.

Il conviendrait que le Gouvernement indique dans le rapport au Roi, les raisons de ces discriminations.

Article 28.

L'arrêté en projet ne pouvant abroger que les seules dispositions de l'arrêté royal du 30 mai 1916 dont le caractère réglementaire ne peut être mis en doute, l'article 28, 1°, doit se borner à abroger les articles 36 à 42, litteras a, alinéa 2, et b, l'article 46, litteras a, b et c, et l'article 54, littera h.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De tucht bij het leger is in hoofdzaak geregeld door de volgende teksten :

1° tuchtreglement van 15 maart 1815 uitgevaardigd bij decreet van de Soevereine Vorst van de Verenigde Provinciën der Nederlanden ;

2° tuchtreglement goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1916 ;

3° koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht.

Is het reglement van 1815 onbetwistbaar een wet, van het reglement van 1916 kan dit niet worden gezegd. Het Hof van Cassatie heeft in zijn arrest van 22 januari 1924 (Pas., I, 147) gewezen dat het reglement waarop de auditeur-generaal zich beriep, geen toepassing vond in het bewuste geval en heeft stilzwijgend geconstateerd dat een bepaling van het reglement van 1916 tot opheffing van een in het reglement van 1815 bepaalde straf onwettig was.

In zijn advies L.6869 van 17 november 1959 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 30 december 1959 is de Raad van State ervan uitgegaan dat het besluit van 30 mei 1916 "enigszins een coördinatie van de wet van 1815 en van de meest uiteenlopende verordeningsbepalingen" was en dat het ontwerp geen einde maakte aan de huidige verwarring tussen wetsbepalingen en verordeningsbepalingen. Onder meer op grond van die overweging heeft de Raad van State gezegd dat

.../...

het probleem van de tuchtregeling bij het leger in zijn geheel opnieuw zou moeten worden onderzocht, opdat een betere coördinatie van de teksten kan worden bereikt. Hij heeft er echter ook op gewezen dat het reglement van 1815 een wet is, zodat een optreden van de wetgever noodzakelijk is.

De Raad van State moge andermaal op de dringende noodzaak van een zodanig optreden wijzen, te meer daar ook de stellers van het ontwerp zich daarvan bewust zijn, zoals blijkt uit het verslag aan de Koning.

In afwachting van de voorgenomen hervorming door de wetgever, kunnen de bepalingen van het ontwerp slechts worden aangenomen voor zover ze geen afbreuk doen aan grondwets- of wetsbepalingen, met andere woorden voor zover ze gegrond kunnen worden op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet, inzonderheid om te verplichten tot strenge inachtneming van de rechten van de verdediging. Ten einde in de onmiddellijke toekomst moeilijkheden te voorkomen en ter wille van de rechtszekerheid, stelt de Raad van State hierna teksten voor waarin geen bepalingen zullen worden aangehaald of herhaald waarvan de geldigheid kan worden betwist.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Om de redenen die in de algemene opmerking zijn opgegeven, wordt voorgesteld, afdeling 1 als volgt te redigeren :

"Afdeling 1.- Categorieën van tuchtstraffen.

Artikel 1.-

Voor de toepassing van dit besluit worden de tuchtstraffen in twee categorieën ingedeeld :

.../...

- zware straffen ...
- lichte straffen ...
... (voorts zoals in het ontwerp) ... ".

In de Franse tekst vervange men "punition" door "peine" zoals gebruikt in het reglement van 1815. Dit geldt voor alle andere bepalingen van het ontwerp waar met "punition" is gewerkt.

Artikel 2.

Paragraaf 1 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De meerdere die een tuchtvergrijp vaststelt, maakt ten laste van de dader een rapport op dat hij doet toekomen aan de eerste tot straffen bevoegde autoriteit".

Het begin van § 2 leze men zó : "Het rapport ten laste wordt opgemaakt in ten minste twee exemplaren ...".

Artikel 3.

In § 1 leze men :

"Vanaf de ontvangst ... beschikt de militair over ten minste zes dienende uren om zijn verweermiddelen voor te bereiden ...".

Een betere lezing voor paragraaf 2 ware :

"§ 2. Hij mag een verweerschrift zenden aan de meerdere die in eerste aanleg beslist ; de uitoefening van dat recht mag de verschijning of de uitspraak van de beslissing echter niet vertragen".

.../...

Artikel 4.

Voor het eerste lid van § 1 wordt voorgesteld :

"§ 1. De tuchtrechtspleging in eerste aanleg geschiedt mondeling".

Artikel 5.

Het eerste lid leze men als volgt : "De tot straffen bevoegde autoriteit stelt ieder dienstig aanvullend onderzoek in dat de waarheid aan het licht kan brengen of doet het door een meerdere van de betrokken militair instellen. Zij neemt ieder dienstig getuigenis af of doet het ambtshalve of op verzoek van de betrokken militair afnemen.

In het tweede lid vervange men de woorden "hij neemt er kennis van indien ze geschreven is" door : "van schriftelijke getuigenissen neemt hij inzage".

Artikel 6.

In dit artikel, evenals in artikel 9, is sprake van de "keuronderofficier". Dat begrip is juridisch niet omschreven.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 6 als volgt te redigeren :

"Artikel 6.-

Onverminderd het bepaalde in artikel 4, verschijnt de betrokken militair vóór de tot straffen bevoegde meerdere ten overstaan van een officier of een onderofficier die ten minste eerste sergeant is.

Die officier of onderofficier moet :

- een hogere graad hebben dan de betrokken militair ;
- tot dezelfde eenheid behoren ;
- een ander zijn dan degene die het rapport ten laste heeft opgemaakt".

.../...

Artikel 7.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

De tot straffen bevoegde autoriteit mag alleen de in het tuchtreglement bepaalde straffen opleggen".

Artikel 9.

Het tweede lid van § 1 leze men als volgt :

"In ieder geval moeten de leden van de tuchtraad en hun plaatsvervangers een hogere graad dan de betrokken militair hebben of, indien zij dezelfde graad hebben, meer anciënniteit bezitten.

In de Franse tekst vervange men "revêtus" door "titulaires". Deze opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

Om de bij artikel 6 opgegeven reden, wordt voorgesteld artikel 9, § 2, als volgt te redigeren :

.../...

"Heeft de betrokken militair een graad die gelijk is aan of lager is dan de graad van eerste sergeant, of een gelijkwaardige graad, of is hij korporaal of soldaat, dan is de voorzitter een kapitein-commandant en de secretaris ...".

Om dezelfde reden wordt voorgesteld § 3 als volgt te redigeren :

"Is de betrokken militair een officier of een onderofficier met een hogere graad dan die van eerste sergeant of met een gelijkwaardige graad, dan is de voorzitter een officier met ten minste de graad van kapitein-commandant en de secretaris een officier".

In § 4 leze men "stelt een tuchtraad samen" in plaats van "stelt de tuchtraad samen".

In de Franse tekst van § 4 vervange men de woorden "constitue le" door "procède à la constitution d'un ...".

Artikel 12.

Het tuchtreglement van 15 maart 1815 laat alleen de eenheids- en korpscommandanten tuchtstraffen opleggen (artikel 43). Het zegt niet dat de hogere autoriteiten de door hen opgelegde straf kunnen wijzigen.

.../...

Het recht om de straf te wijzigen of teniet te doen is ingevoerd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1916 (artikelen 36 tot 42, d) over de wettigheid waarvan twijfel bestaat.

Ter wille van de rechtszekerheid schrappe men artikel 12.

Artikel 13.

Voorgesteld wordt, § 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. De gestrafte militair kan een eerste beroep instellen bij de militaire autoriteit boven die, welke de straf heeft opgelegd".

Het beroep hoeft niet met redenen omkleed te zijn; de woorden "die oordeelt dat de straf die hij heeft opgelopen, onverdiend, onnauwkeurig gemotiveerd of op onregelmatige wijze opgelegd is" moeten dus als overbodig vervallen.

Voor het eerste lid van § 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De militair kan een tweede beroep instellen bij de autoriteit boven die, welke op het eerste beroep heeft beschikt. Op dit tweede beroep wordt in laatste aanleg beschikt".

Artikel 14.

Hierin is de strekking van artikel 26 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 verwerkt.

.../...

Dat besluit ziet het zo, dat de militair die een bezwaar wenst in te dienen, vooraf moet vragen om te worden gehoord door de chef die de straf heeft opgelegd, gelet op het bepaalde in artikel 26, § 3, krachtens hetwelk de chef die de straf heeft opgelegd deze kan intrekken of verminderen.

Nu het ontwerp-besluit die mogelijkheid aan de straffende chef ontneemt, heeft het geen zin meer dat de militair moet vragen om te worden gehoord. Die verplichting kan alleen maar hinderlijk zijn voor het uitoefenen van het recht van beroep dat het ontwerp-besluit aan de gestrafte militair toekent.

De §§ 1 en 2 van artikel 14 moeten dan ook vervallen en vervangen worden door een bepaling tot vaststelling van de termijnen voor het instellen van het eerste en het tweede beroep.

Artikel 15

Voorgesteld wordt, § 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. Wordt beroep ingesteld, dan wordt in de Grote Eenheid waartoe de militair behoort een tuchtraad van beroep samengesteld".

In de Franse tekst van § 2, derde lid, plaatse men een kommapunt na het woord "délibération".

Ook het begrip "Grote Eenheid" moet nader worden omschreven.

Het vierde lid leze men als volgt :

"De secretaris stelt een met redenen omkleed verslag op".

.../...

Overeenkomstig de uitleg van de gemachtigde officier en ter verduidelijking van de bedoeling van de Regering leze men in het voorlaatste en het laatste lid van § 4 :

"De raadgever is, naar gelang van het geval, een magistraat van het auditoraat-generaal of van de krijgsauditoraten. Voor elk lid ... wordt een plaatsvervanger aangewezen ...".

Artikel 17.

Voor het tweede lid van § 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Pleegt de militair in die periode geen nieuw vergrijp, dan wordt de straf niet uitgevoerd. In het andere geval wordt het uitstel van rechtswege herroepen en wordt de straf waarvoor uitstel is verleend, bij de nieuwe straf gevoegd. Het uitstel wordt ook herroepen ...".

Artikel 18.

Dit artikel geeft de bedoeling van de Regering niet weer zoals die in het verslag aan de Koning tot uitdrukking is gebracht. Een betere verwoording ware :

.../...

"Artikel 18.-

Elke definitief uitgesproken straf wordt ingeschreven op het strafblad en heeft onmiddellijk uitwerking, tenzij de overheid die de straf oplegt, oordeelt de uitvoering ervan te moeten uitstellen wegens dienstbehoeften of wegens de persoonlijke toestand van de gestrafte militair".

Artikel 19.

Het tweede lid zou als volgt moeten worden aangevuld : "In dat geval moet ze hem ter kennis worden gebracht".

Artikel 20.

Paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Voor zijn verdediging voor een tuchtraad of een tuchtraad van beroep mag de gestrafte militair zich door een advocaat doen bijstaan".

De slotzin van § 4 moet vervallen.

Artikel 21.

De term "voorlopig arrest" had in het verleden een repressieve klank. In het opschrift van afdeling 6 zou beter staan "ondertoezichtstelling", een term die correcter beantwoordt aan de bedoeling van de Regering zoals die in het verslag aan de Koning te kennen is gegeven.

Om dezelfde reden stelt de Raad van State voor de woorden "in een arrestkamer" te schrappen in de tekst. In het eerste lid zou dus moeten worden gelezen : "... heeft gepleegd, kan hij in zijn eenheid onder toezicht worden gesteld als die

.../...

maatregel vereist is in het belang van het onderzoek of van de handhaving van de orde" en in het tweede lid : "... De onder-toezichtstelling mag vierentwintig uren niet te boven gaan".

Artikelen 25 tot 27.

Deze artikelen bevatten discriminerende bepalingen : De proeftijd wordt namelijk verminderd voor leden van het varend personeel van de luchtmacht (artikelen 25 tot 27); in de artikelen 26 en 27 wordt hij ook verminderd voor korporaals en soldaten, maar in artikel 25 wordt hij wel voor het varend personeel van de luchtmacht, maar niet voor korporaals en soldaten verminderd.

De Regering zou de redenen van die discriminaties in het verslag aan de Koning moeten opgeven.

Artikel 28.

Aangezien het ontwerp-besluit alleen de ontegenzeglijk verordenende bepalingen van het koninklijk besluit van 30 mei 1916 kan opheffen, moet artikel 28, 1°, zich beperken tot opheffing van de artikelen 36 tot 42, a, tweede lid, en b, artikel 46 , a, b en c, en artikel 54, h.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: G. HOLOYE, :	président de chambre, kamervoorzitter,
	G. VAN BUNNEN, J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	: J. TRUYENS,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.